

**Nations unies - Soudan du Sud -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 28 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Je remercie la Sous-secrétaire générale Bintou Keïta pour sa présentation particulièrement éclairante sur la situation au Soudan du Sud, sur le travail réalisé par la MINUSS et sur l'importance du rôle et du soutien de ce conseil.

Monsieur le Président,

L'initiative d'un Forum de Revitalisation en juillet dernier a constitué une étape significative pour relancer l'accord de paix de 2015 et faire en avancer sa mise en oeuvre. Cet accord reste la pierre angulaire du processus politique, et les mesures qu'il porte, si elles sont pleinement mises en oeuvre avec le concours de tous les acteurs concernés, peuvent contribuer à la stabilisation dont le Soudan du Sud a tant besoin. La France réaffirme donc son plein soutien à ce forum, ainsi qu'aux efforts de l'envoyé spécial de l'IGAD, du Haut représentant de l'Union africaine, de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies et de son représentant spécial au Soudan du Sud, pour donner corps à ce processus. Nous saluons à cet égard les consultations menées au cours des dernières semaines avec les différentes parties afin de mettre en place un processus inclusif. Il est essentiel que des avancées substantielles puissent être rapidement constatées, en tout état de cause avant la fin de l'année. Nous espérons que les envoyés spéciaux régionaux pourront, à une prochaine occasion, venir informer ce conseil, sur l'état des travaux.

Comme ce conseil, l'IGAD et l'Union africaine l'ont réaffirmé à maintes reprises, les parties doivent donc s'engager de bonne foi dans ce processus. Nous les appelons donc à pleinement y participer et à dégager rapidement les modalités de mise en oeuvre de l'accord. Dans le cas contraire, nous devons envisager l'imposition de mesures appropriées contre ceux qui feraient obstacle à ce processus.

Dans le même temps, la communauté internationale doit poursuivre ses efforts pour apporter le soutien nécessaire à la population du Soudan du Sud et en priorité mettre fin aux souffrances des enfants et des femmes. La population du Soudan du Sud continue de souffrir de l'insécurité, de la violence, de menaces de violence, du spectre de la famine et de la malnutrition, et des conditions humanitaires toujours catastrophiques. Dans ce contexte, la France condamne les obstructions et les entraves qui sont imposées à la MINUSS et aux travailleurs humanitaires, qui cherchent à y apporter leur soutien, obstructions à propos

desquelles Mme Bintou Keïta vient, très légitimement, de solliciter l'appui de ce conseil pour qu'elles cessent enfin. Le blocage de patrouilles de la MINUSS, l'arrestation et l'intimidation de ses agents ainsi que des personnels humanitaires sont des actions inacceptables. La MINUSS doit pouvoir accomplir pleinement le mandat confié par ce conseil. Nous appelons le gouvernement du Soudan du Sud à pleinement respecter ses engagements au titre de l'accord sur le statut des forces, ainsi que ses propres engagements sur le déploiement de la force de protection régionale. La communauté internationale doit être prête à prendre toutes les mesures pouvant conduire à la réduction de la violence ; la mise en place d'un embargo sur les armes y contribuerait.

La paix durable implique également que les crimes commis et les violations des droits de l'Homme ne restent pas impunis. L'établissement de la Cour hybride prévue par l'accord de paix, et dans laquelle l'Union africaine joue un rôle moteur, y contribuerait. La MINUSS y participe également par les enquêtes qu'elle mène sur de tels actes conformément à son mandat. Nous sommes particulièrement inquiets sur les informations recueillies par le groupe d'experts du comité de sanctions concernant des exactions qui auraient été commises à Wau et dans certaines zones du Haut-Nil, sur lesquelles il convient de faire toute la lumière.

Je vous remercie./.